



SIAO 2016 :
Le Niger remporte le premier prix du Président du Faso. Page 4



Bouter les MGF hors du Burkina : Impliquer les cibles « inaccessibles ou bien formées» Page 6.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
 L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°201 du lundi 07 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Jobs Campus. P. 15.

UNIVERSITE

Retard à l'Université de Koudougou : Comment faire face ?

P.2

Région du Centre-Ouest



L'université de Koudougou accuse un important retard par rapport au calendrier académique.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Retard à l'Université de Koudougou : Comment faire face ?

Région du Centre-Ouest

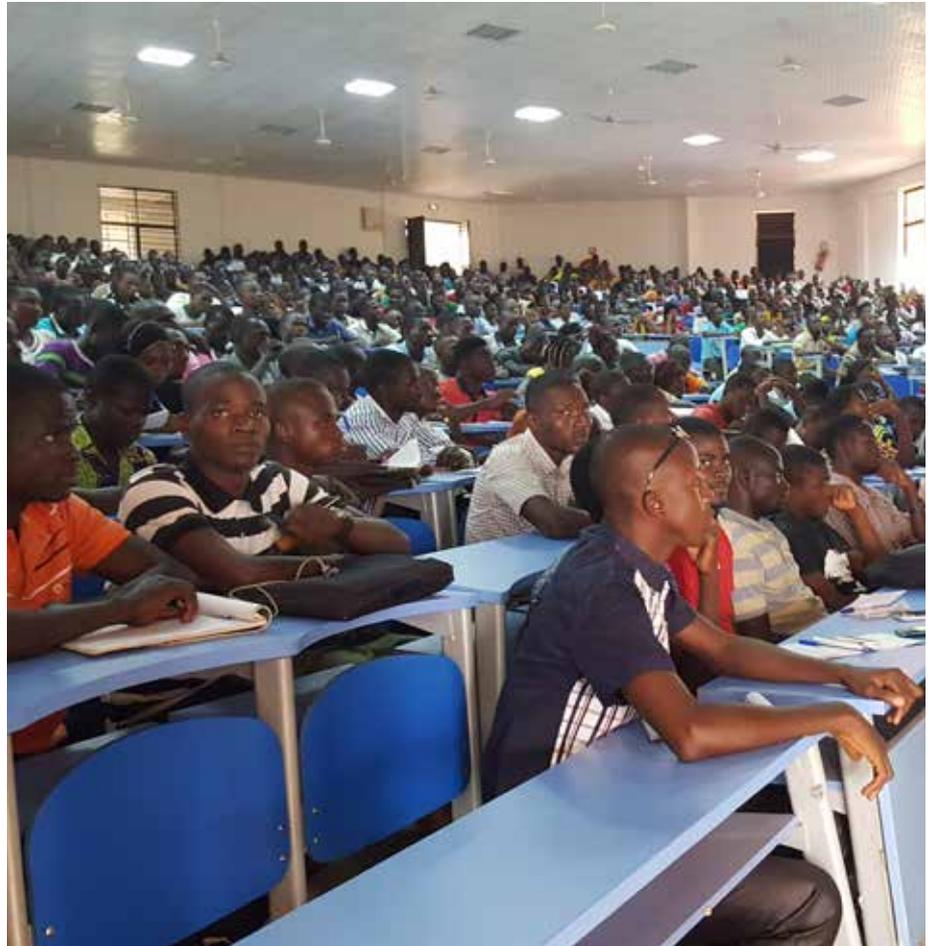
L'université de Koudougou fait partie du lot des universités publiques du Burkina qui sombre dans le retard en matière de l'évolution des années académiques. Aujourd'hui, l'institution de Georges Sawadogo peine à sortir la tête de l'eau.

Pourtant, tout semblait fonctionner comme dans les règles de l'art à l'université de Koudougou. La programmation des cours évoluait dans les normes et des promotions ont même commencé la nouvelle année d'étude universitaire en octobre. Du reste, le constat que l'on puisse faire à présent est tout à fait le contraire. Aujourd'hui, ce constat relève du passé.

La série de grève des enseignants de ladite université en décembre et en janvier derniers garde toujours des cicatrices dans le calendrier académique. Bien qu'elle ne soit pas la seule ardoise noire qui explique la situation actuelle du campus universitaire, elle a tout de même été un véritable goulot d'étranglement qui a basculé l'université dans le retard. Pour cette rentrée d'octobre, toutes les promotions continuent à batailler pour finir l'année académique 2015-2016. Le retard touche donc les filières d'études.

Du point de vue du directeur de l'UFR science économique et de gestion, la grève des enseignants de l'université en est la cause majeure : « On pourra remplir des pages en énumérant les causes. Mais nous savons aussi que la grève des enseignants pendant l'année 2016 en est une des causes majeures de ce retard » a-t-il laissé entendre.

A l'en croire, les grèves sont de



L'université de Koudougou accuse un important retard par rapport au calendrier académique.

véritables épines qui perturbent le calendrier universitaire et constituent un frein pour l'épanouissement des activités académiques et pédagogiques.

Le Docteur Mamadou lamine Ouédraogo, directeur adjoint de l'UFR Lettres et sciences humaines a, quant à lui, lié la situation de retard à l'université au système d'enseignement qui y prévaut. Pour lui, c'est le système même qui a élargie le climat délétère que connaît l'université : « La machine LMD est lourde. Après chaque semestre, il y a des copies à corriger, les résultats,

les réclamations et la session de rattrapage à composer. Si même une semaine de retard du calendrier est faussé tout le système est mise en branle » a-t-il expliqué.

Il a par ailleurs ajouté que le nombre d'enseignants dont dispose l'université ne permet pas d'être à même de faire face aux défis du moment: « L'université travaille avec beaucoup de vacataires dont souvent une semaine de perdu peut engendrer des mois de retard. Avec un problème quelconque on est obligé de reprogrammer et tous cela accentuent le retard » a-t-il confié.

La suite à la page 3.



UNIVERSITE

La suite de la page 2.



Au regard des conséquences de la situation sur les activités académique et pédagogique à l'université et de la nécessité de préserver un environnement universitaire saint,

de nouvelles initiatives doivent être mises en œuvre pour un climat favorable à l'évolution normale du calendrier universitaire.

Pour que cet objectif soit atteint, il faut le concours de l'ensemble des parties prenantes de la vie universitaire. Ce fut l'occasion pour le directeur adjoint d'exhorter les acteurs du monde universitaire pour une synergie d'action en vue d'avoir un cadre universitaire favorable à la communication et aux enseignements.

« Le LMD doit être un engagement de l'administration, des enseignants comme des étudiants. *Chacun doit prendre pouvoir prendre des initiatives pour épuiser le calendrier normalement.* » Aussi, « *il faut qu'il y ait une compréhension mutuelle entre les différentes parties.* », chose indispensable pour toute activité.

Il a particulièrement exprimé son satisfecit quant à la bonne foi des étudiants à œuvrer avec les enseignants et l'administration pour résorber le retard. « Même les étudiants prennent des initiatives ou proposent des solutions intéressantes. » pour lui, les étudiants sont un acteur incontournable dans la recherche des solutions durables pour atténuer le retard à l'université.

Prince Omar pour SC Info

AGENDA



SENEGAL

Du 07 au 15 novembre 2016

18ème Concours d'Agrégation de Médecine



SIAO 2016 :

Le Niger remporte le premier prix du Président du Faso

Région du Centre



Photo de famille des lauréats et des autorités.

Les différents jurys de la commission récompense et créativité de la 14^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou ont livré leurs verdicts. Ainsi plusieurs artisans qui se sont mieux illustrés dans la créativité ont vu leurs efforts récompensés. La cérémonie officielle de remise des prix est intervenue le samedi 05 octobre 2016 lors de la Nuit de l'Artisan Méritant. C'est en présence des lauréats, des membres du gouvernement et de l'épouse du président de l'Assemblée Nationale patronne de la nuit que les prix ont été remis aux méritants.

Les rideaux de la 14^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou sont tombés. Les différents prix en compétition ont

été remis aux lauréats. Ainsi, le Jury international composé avec à sa tête Partick Vincelet a décerné le premier prix de son Excellence Monsieur le Président du Faso au Niger. Le Niger remporte la somme de 3 000 000 de

FCFA, plus un trophée. Le deuxième prix du Président du Faso est revenu au Sénégal qui a obtenu la somme de 2 000 000 de FCFA. Le Mali s'est contenté du troisième prix d'une valeur de 1 500 000 FCFA. Le prix du



Le lauréat du Niger recevant son prix des mains de madame Chantal Diallo.

La suite à la page 5



FOCUS SIAO

La suite de la page 4.



Le lauréat de la région du Sahel.

son Excellence Monsieur le Président du Faso récompense les meilleurs stands pays.

Le prix de la meilleure œuvre du pavillon de la créativité qui tient compte du thème de l'édition a été remporté par Matild Payne du Ghana pays invité d'honneur. Son œuvre est intitulée « produits recyclés ». Ce prix a été décerné par l'Ambassade de la république de Chine Taiwan.

Sur la liste des récompenses figure en bonne place le prix des meilleurs stands des régions du Burkina Faso. Ce prix est décerné par l'Assemblée

Nationale. Après analyse du jury, c'est la région du Sahel qui remporte le premier prix d'une valeur de 1 500 000 FCFA. La région des Cascades s'en sort avec le deuxième prix composé d'une somme de 1000 000FCFA. Le troisième prix des meilleurs stands des régions est revenu à la région du Nord qui empoche la somme 750 000FCFA.

Le Centre Hospitalier Universitaire Blaise COMPAORE a décerné un prix d'une valeur de 1 750 000FCFA. Dénommé prix de l'excellence du Centre Hospitalier Universitaire

Blaise COMPAORE, c'est madame Josepha Marie ZOUNDI qui remporte le premier prix d'une valeur 1 000 000 FCFA. Elle a convaincu le jury avec son œuvre intitulé « Marjo Bouillon ». Le deuxième prix est revenu au groupement Balo Gnouma pour son œuvre intitulé « Balo Mougou ». « Sac panier Carolina », cette œuvre a permis à Carol SANHOUIDI de remporté le troisième prix du Centre Hospitalier Universitaire Blaise COMPAORE.

La Commune de Ouagadougou quant à elle a fait honneur aux femmes. Elle a récompensé la meilleure artisane de la ville de Ouagadougou. Le jury avec à sa tête Nathanaël OUEDRAOGO a décerné le prix à Lamizana Gouba Christine pour son œuvre « les sacs et autres objets réalisés en sachets plastiques ». Elle remporte la somme de 500 000 FCFA.

La coopération décentralisée Chamery Ouahigouya, a offert le prix Laafi Bala récompensant l'artisan aux œuvres de qualité exceptionnelle. C'est l'Association AIDI qui a rempli les critères de ce prix. Pas de prix en espèce mais l'Association bénéficie d'un billet d'avion aller-retour Ouagadougou Lyon, une prise en charge de l'hébergement et de la restauration pendant 7 jours, une indemnité journalière de 10euros par jour pendant 4jours, Gratuité d'un stand à la 10^{ème} édition du Festival Laafi Bala en France.

A cette cérémonie de récompense, le Ministre du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat Stéphane SANOU, s'est dit satisfait de l'organisation et du déroulement pratique de cette 14^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou. Il a par ailleurs invité l'ensemble des artisans à se préparer pour la 15^{ème} édition prévue pour 2018.

M'pempé Bernard HIEN pour SC Info



Le ministre du commerce revant un cadeau des artisans.



Bouter les MGF hors du Burkina :

Impliquer les cibles « inaccessibles ou bien formées »

Région du Centre

Un atelier de renforcement des compétences sur les mutilations génitales féminines (MGF) a été initié par la coalition nationale pour la généralisation de l'enseignement des contenus sur les MGF au profit des épouses et femmes des personnalités du Burkina Faso. Il se tiendra du 4 au 5 novembre 2016 dans l'enceinte de l'association Voix de femme à Ouagadougou.

L'épouse du Président de l'Assemblée Nationale, Mme Chantal Diallo a ouvert les travaux de la session de renforcement des compétences en mutilations génitales féminines (MGF) le vendredi 4 novembre 2016 dans la capitale burkinabè. La coalition nationale pour la généralisation de l'enseignement des contenus sur les MGF a organisé cette session sous l'initiative de la coordonnatrice de cette structure, Mme Sika Bella Kaboré, en vue d'outiller les épouses des membres du gouvernement et celle du Président de l'Assemblée nationale dans le cadre de la lutte contre la pratique de l'excision.

La présidente de la coalition nationale pour la généralisation de l'enseignement des contenus sur les MGF, Madame Mariame Lamizana a signifié : « Les modules qui seront dispensés lors de cet atelier sont les *bébas de la pratique de la problématique de l'excision : les fondements, la définition, les ampleurs, les conséquences, les stratégies, les défis, les difficultés et l'approche innovante et éducative de même que la loi* ».

Il sera question aussi du réseau international et du comité interafricain au niveau duquel le



Le Présidium.

Burkina Faso occupe le poste de l'ambassadeur de bonne volonté a-t-elle indiqué. Mme Chantal Diallo a confié : « *cette formation répond à un souci d'impliquer d'avantage certaines cibles jugées « inaccessibles ou déjà bien formées » que sont certaines personnalités politiques ou administrative de haut niveau, afin d'accélérer le processus d'élimination de la pratique de l'excision dans notre pays* ». Selon la représentante de l'UNFPA, Madame Olga Sankara, 76% des femmes burkinabè ont subi l'excision.

Cette pratique n'est pas sans conséquences sur la santé, la psychologie et la vie sociale de celles-ci. Les résultats de l'enquête multisectorielle dénotent une baisse des pratiques des MFG avec un taux de 11% chez les filles de 0 à 14 ans contre 58% chez celle de 15 à 19 ans selon celle démographique et de santé en 2010 au Burkina Faso. Mme Olga Sankara a jugé que malgré les progrès enregistré : « nous ne devons en aucun moment baisser la garde au contraire nous devons intensifier nos efforts pour l'abandon de cette pratique ». Elle a en plus suggérer pour venir à

bout de ce fléau que chaque homme, chaque femme fasse de cette lutte sa priorité. Selon elle, cette formation est la bienvenue pour les raisons suivantes : « C'est l'occasion de toucher les hautes personnalités de ce pays qui ont l'occasion d'entrer en contact avec les populations et les communautés burkinabè de telle sorte que l'on puisse maintenir un état d'éveil dans la lutte contre la pratique de l'excision et garder le cap jusqu'à la tolérance zéro ».

Pour Mme Mariame Lamizana, la nécessité d'attirer l'attention de l'opinion nationale sur la dangerosité de cette pratique s'impose. Elle a soutenu, en outre, qu'il faut poursuivre les plaidoyers au plus haut niveau pour que la préoccupation soit intégrée dans les politiques de plan de développement. En plus du soutien financier à cette coalition de lutte contre les MGF dans la réalisation de ses activités, elle bénéficie aussi un soutien technique de l'UNFPA et aussi d'autres partenaires.

Dores pour SC Info



4ème session ordinaire du conseil régional du Centre-Nord :

Le budget 2017 adopté

Région du Centre-Nord



André Léopold Ouédraogo, premier président du Conseil Régional du centre-Nord, (à droite) félicitant chaleureusement l'actuel président, Adama sawadogo (à gauche).

Le conseil régional du Centre-Nord a tenu les 26 et 27 octobre 2016 la quatrième session ordinaire au titre de l'année en cours. Placée sous la présidence de Adama Sawadogo, président dudit conseil, cette session a permis d'adopter le budget primitif gestion de 2017 et de prendre des délibérations.

C'est à l'unanimité des conseillers présents que le budget primitif gestion 2017 de la région du Centre-Nord a été adopté ce jeudi 27 octobre 2016 à Kaya. Ce premier budget du nouvel organe délibérant de la collectivité région a été équilibré en recette et en

dépenses à la somme de 251 588 335 F cfa soit une inscription de 80 543 130 FCFA pour le fonctionnement et 179 135 098 FCFA en investissement. Le budget est constitué d'une part importante de subventions. « Cette situation est dû à la faible capacité de mobilisation des ressources propres. » a relevé le président du Conseil Régional.

En effet, les ressources propres de la collectivité région proviennent des prélèvements faits sur l'assiette fiscale des communes. Conscient de cette situation, le conseil régional s'est engagé dans des investissements à même d'accroître les ressources propres. Ainsi, courant 2017, il sera réalisé dans les communes de Kaya et de Boulsa des infrastructures

marchandes.

Dans l'optique de contribuer à l'accroissement de l'offre éducative, le conseil régional entend réaliser des salles de classes au profit des élèves du post primaire.

Cette session budgétaire a été marquée également par le passage des anciens présidents du Conseil Régional du Centre-Nord. André Léopold Ouédraogo et Emile Ima, respectivement premier et deuxième président de l'institution ont tenu à se présenter aux élus, les féliciter pour leur élection, les encourager pour l'immensité de leur tâches et les rassurer de leur disponibilité à les accompagner pour la réussite de leur mandat.

La suite à la page 8.

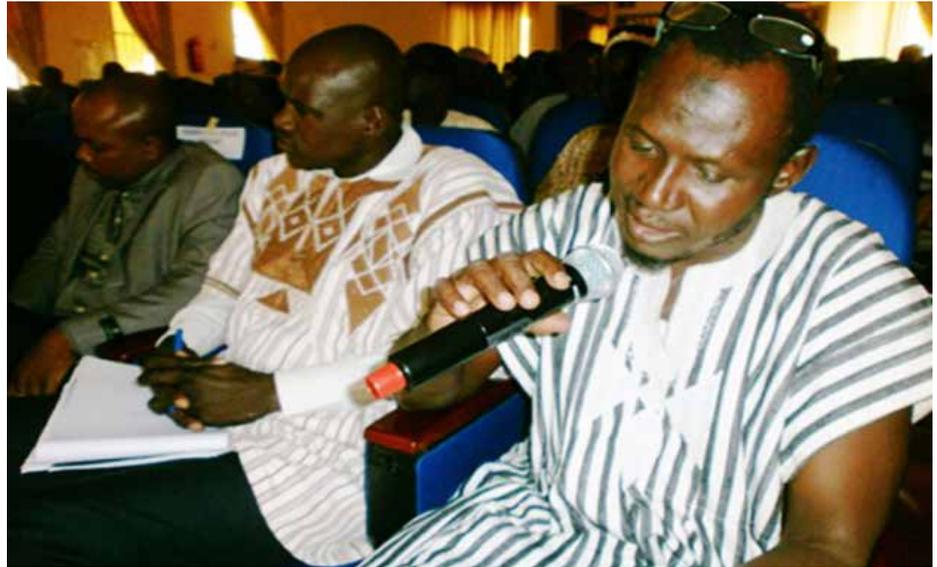


La suite de la page 7.

Les TIC pour booster le développement local

La quatrième session ordinaire du conseil régional a été mise à profit pour sensibiliser les élus sur le lien entre les technologies de l'information et de la communication (TIC) et le développement local. A cet effet, les docteurs Sylvestre Ouédraogo de l'Association Yam-Pukri et Théodore Kaboré directeur de l'Institut de Formation Ouverte à Distance (IFOAD) de l'Université de Ouagadougou 2 ont entretenu le conseil sur les opportunités qu'offrent les TIC.

Pour le docteur Sylvestre, les TIC peuvent véritablement accélérer le développement local. Cependant, il faut une bonne explication des enjeux et une volonté des acteurs à accepter les changements dont entre autres le renforcement de la transparence, la réduction du pouvoir de chacun tout en le rendant disponible pour occuper d'autres fonctions ludiques et lucratives. C'est pourquoi il a salué l'intérêt du Conseil Régional du



Après des débats dignes d'intérêt, le budget 2017 du conseil régional du Centre-Nord a été adopté à l'unanimité.

publique.

S'intéresser à la résilience des populations

La région du Centre-Nord, située à la lisière du sahel est exposée aux effets du changement climatique marquée à la fois par la sécheresse et des inondations. C'est à juste titre donc que le conseil régional

aux prévisions climatiques et agro-climatiques fiables, régulières et de qualité et de prendre des mesures pratiques pour construire leur propre résilience aux extrêmes et variabilités climatiques.

Selon Kouraogo de l'ATAD, ce programme en cours se présente comme un exemple de projet novateur dans le domaine de la résilience individuelle et communautaire. D'un coût global de 5 860 000 000 FCFA dont 1 526 539 500 CFA pour la région du Centre-Nord, le programme BRACED a besoin, selon lui, du soutien des acteurs locaux et des services techniques pour plus d'efficacité.

La restructuration de l'ONG PLAN dans la région du Centre-Nord a aussi été au menu des échanges avec le conseil régional. Des cadres de cette ONG ont en effet présenté les changements opérés dans la vie de Plan après quarante (40) années de lutte pour l'épanouissement de l'enfant au Centre-Nord. Le changement majeur sera la fermeture des bureaux de Boulsa et de Kongoussi pour faire un bureau unique régional à Kaya. Aussi, l'attention de Plan sera désormais plus tournée vers les nouveaux villages.

A.I. OUEDRAOGO pour SC Info



C'est avec intérêt que les élus ont suivi les différentes présentations.

Centre-Nord porté sur les TIC.

C'est également avec grand intérêt que les élus locaux ont suivi l'exposé du Dr Théodore Kaboré au sujet de la formation à distance. Dans un contexte marqué par la faible capacité d'accueil des universités, l'IFOAD se présente comme une opportunité pour la région du Centre-Nord qui ne dispose pas jusque-là d'une université

s'est intéressé au programme de résilience et d'adaptation aux effets du changement climatique mis en œuvre par l'ONG ATAD. Le programme « **Construction de la Résilience et adaptation aux Extrêmes Climatiques et aux Désastres** » (BRACED) couvre les régions du Nord, du Centre-Nord et de l'Est du Burkina, et vise à permettre aux populations pauvres d'avoir accès



Lutte contre le travail des enfants dans les sites aurifères:

L'AFDC visite ses noyaux relais

Région du Sud-Ouest



Des enfants surpris en plein concassage des roches issues du site aurifère de Galgouli.

L'Association pour la Facilitation du Développement Communautaire (AFDC) a mené une visite de ses noyaux relais dans les communes de Bouroum-Bouroum et de Kampti, le 30 octobre 2016. C'est une équipe de supervision composée d'agents des services déconcentrés de l'action sociale, de l'éducation nationale, de l'inspection du travail, de journalistes et des membres de ladite association qui s'est rendue sur les lieux.

Depuis 2006, l'AFDC mène une lutte sans merci contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants

avec l'appui financier de l'UNICEF. A ce titre plusieurs activités sont menées par cette association qui est entre autres l'encadrement de la petite enfance, l'entrepreneuriat professionnel des jeunes, l'octroi d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) et bien d'autres activités. Cependant des difficultés se présentent à elle. Afin de les surmonter, un plan intégré de communication est mis en œuvre pour toucher l'ensemble des populations.

Ces visites permettront d'échanger avec ces noyaux relais formés pour aider l'association à la lutte contre le travail des enfants en général et en particulier dans les sites aurifères. Alors pour réussir ces actions, le service technique qu'est l'action

sociale a été associé à la formation de ces noyaux relais.

Ainsi deux cents (200) membres dans quarante (40) villages de la région du Sud-Ouest sont concernés. L'objectif de ces visites était d'évaluer, les activités que ces noyaux relais ont pu réaliser dans le cadre de la lutte contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants dans la région du Sud-Ouest.

La visite a concerné les villages de Galgouli et Toumpéna dans la commune de Kampti et de Bouroum-Bouroum chef-lieu de ladite commune. Elle a également permis de s'imprégner des difficultés que ces noyaux rencontrent. Pour Kam Olé

La suite à la page 10.



ACTU REGION

La suite de la page 9.



Équipe de supervision en pleine rencontre avec les membres du noyau relai de Galgouli, village situé à 15 km du village Ivoirien Doropo.

Inspecteur d'Éducation des jeunes enfants, tutelle technique desdits noyaux relais et Paul Aimée Somé, président de l'AFDC, c'est un motif de satisfaction qui se dégage même si des difficultés demeurent en ce sens que

enfants d'aller dans des pays voisins ou dans des sites aurifères. Mais au delà des difficultés et du travail abattu, ils attendent que ces noyaux travaillent en étroite collaboration et qu'ils puissent faire chaque fois les

mariages forcés, les retraits d'enfants dans les établissements scolaires et bien d'autres thématiques. De ce fait tous les partenaires exerçant pour la protection et la promotion des droits de l'enfant dans la région du Sud-



Noyau relai de Bouroum-Bouroum recevant la visite de l'équipe de supervision.

les noyaux relais sont sollicités par les populations pour faire des médiations. Ils arrivent souvent à détecter certains cas de maltraitance d'enfants. Ils ont pu également empêcher certains

bilans des activités qu'ils mènent. Comme perspectives, l'AFDC compte renforcer les capacités des noyaux relais sur des thématiques comme les

Quest peuvent passer par ces noyaux relais afin de véhiculer leurs messages.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SC Info



Insécurité au Burkina Faso :

Qui nous en veut noise ?



Archive.

Le Burkina Faso se trouve dans une impasse sécuritaire, c'est du moins le constat qui se dégage vu les événements qui se sont succédé au mois d'octobre passé. **Attaques terroristes, tentatives de coups d'Etat, les actes de grand banditisme etc. les pourfendeurs semblent être déterminés à rendre périlleuse l'existence au pays des hommes intègres. Qui se cache derrière ces agressions ? On peut risquer de se demander, mais en attendant d'y voir claire, la vigilance doit être de mise et une union sacrée des fils et filles de ce pays est plus que jamais souhaitée pour mettre en déroute**

les plans de l'«échafaudage».

La dernière en date de la longue série d'attaques du mois d'octobre est celle perpétrée par des présumés bandits armés le lundi 31 octobre 2016 à 5km de Ariel, village situé à quelques encablures de Kerboulé, à une soixantaine de km de Djibo chef-lieu de la province du Soum. Selon des sources locales, cette attaque aurait fait deux morts d'une même fratrie. Kerboulé avait subi le 18 Octobre passé, l'assaut d'une horde armée, bilan quatre (04) personnes tuées et des blessés.

ces événements, comme s'il était écrit que le mois d'octobre viendra troubler la quiétude des Burkinabè, s'ajoute l'affaire dite « attaque pont de Nazinon ». En effet le 08 octobre des

éléments des forces de l'ordre ont mis la main sur des soldats de l'ex-Régiment de sécurité présidentielle (RSP). L'interpellation musclée a fait deux morts. Selon des sources de la sécurité nationale, ces bidasses projetaient de mener un coup d'Etat. Au cours du mois d'octobre le pays des hommes intègres a enregistré deux attaques terroristes. A Intagom, dans le Soum, le 12 octobre, « les fous de Dieu » ont attaqué une position de l'armée faisant quatre (4) militaires et deux civils tués et du matériel militaire emporté. Le 22 octobre la police a abattu à Kilwin à Ouagadougou un présumé recruteur de terroristes. Selon la police, le terroriste est de nationalité burkinabè et la cellule aurait des ramifications dans la ville de Bobo Dioulasso. Ces attaques

La suite à la page 12.



FAÇON DE VOIR

La suite de la page 11.

sporadiques au cours du seul mois d'octobre ont endeuillé des familles et installé à jamais la psychose au sein des populations.

Au-delà du banditisme armé et les agissements des bidasses qui refusent de rentrer dans les rangs de l'armée républicaine, les Burkinabè doivent apprendre à vivre désormais, à l'instar des populations des pays de la sous régions, avec un fléau mondial : le terrorisme.

En effet après l'attaque de Splendide hôtel et le restaurant Cappucino qui a fait plus de trente (30) morts en janvier dernier, le doute est dissipé, nous dérangeons les intérêts de ces illuminés. Ce branle-bas sécuritaire risque de plomber sérieusement les efforts des dirigeants qui tentent de redorer le blason d'une économie qui a subi les soubresauts des crises socio-politiques de 2014 et de 2015.

Avouons-le aucun investisseur sérieux ne souhaite miser dans un pays qui n'offre pas suffisamment de garantie en matière de sécurité et ce quel que soit la bonne foi et la détermination des dirigeants. Du coup, des langues se délient de part et d'autres pour situer des responsabilités. De l'avis de certains opposants et de



Archive.

leaders d'organisation de la société civile le gouvernement actuel fait dans l'amateurisme la gestion de la sécurité. Et d'autres sont allés loin en demandant la dissolution du gouvernement de Paul Kaba THIEBA.

Du camp d'en face, tous ce remue-ménage est tributaire d'un « échafaudage conçu et actionné » par ceux qui ont perdu le pouvoir à la suite de l'insurrection populaire d'octobre 2014.

En réalité, il n'y a pas de quoi à fouetter un chat. Qui de l'opposition politique ou de la majorité présidentielle a intérêt à ce que le Burkina Faso se trouve dans une grave situation sécuritaire ? Nous devons transcender nos divergences politiques, faire fi des accusations et des procès d'intentions et regarder dans la même direction car, le terrorisme n'a pas de parrain, ni de religion encore moins une famille politique. Nous sommes très loin de parvenir à vaincre cette nébuleuse avec notre dispositif sécuritaire actuel qui, il faut le rappeler, a été mis en mal dans plusieurs attaques terroristes.

L'urgence réside à doter conséquemment les forces de défense et de sécurité des moyens matériels à même de venir à bout de l'hydre du djihadisme. Et sur ce point le gouvernement est convaincu en témoigne les propos tenus par le Président du Faso lors du 56^e anniversaire des Forces Armées Nationales. Il dit avoir pris des dispositions à « *mettre les forces armées dans des conditions qui leur permettent de défendre vaillamment la patrie et les populations pour*



Archive.

La suite à la page 13.



FAÇON DE VOIR

La suite de la page 12.

permettre d'assurer le développement économique et le progrès du Burkina Faso ». L'exécution de ce plan doit être immédiate au risque de céder une partie du pays, notamment le Sahel qui essuie, depuis un temps, des attaques de terroristes et la fureur des bandits armés. Il est aussi nécessaire de faire appel à toutes les expertises, d'où qu'elles viennent, pour vaincre l'ennemi imprévisible.

Il est évident qu'au rang des collaborateurs civils ou militaires du régime déchu, des compétences peuvent nous être utiles. Enfin en ces temps-ci la vigilance doit être de mise surtout au sein des populations. Celles-ci doivent se constituer en véritable service de renseignement. C'est le lieu de saluer la collaboration

de la population de Yagma avec les forces de sécurité qui a permis de mettre hors d'état de nuire le présumé recruteur de terroristes. La population est donc fortement sollicitée.

Collaboration oui et après ?

Cependant, on demande aux populations de la collaboration et en retour rien n'est entrepris pour assurer leur sécurité. Du coup on abandonne le sort des dénonciateurs aux mains des délinquants. Nous voulons pour preuve les deux attaques à Kerboulé et près d'Ariel, localités voisines, ressemblaient fort bien à de règlements de compte. La première était dirigée contre des groupes d'autodéfense et la seconde avait pour cible le conseiller de la localité. Les délinquants armés les reprochent de

les avoir dénoncés auprès des forces de l'ordre.

Ce mois de novembre les attentes en matière sécuritaire sont énormes. En effet, le Burkina Faso, au cours de ce mois, organise des événements d'envergure internationale, parmi lesquels le SIAO, le Tour du Faso, les Récréatras, les Nuits Atypiques de Koudougou etc. Ces rendez-vous requièrent la participation de nombreux ressortissants étrangers, notamment des occidentaux, qui nous le savons sont les cibles privilégiées des terroristes.

Dieudonné Nikiéma pour SC Info

AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

**10ème atelier de formation
en Assurance Qualité de
l'enseignement supérieur**



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**POSTE : ASSISTANT
CONTROLE DE GESTION EN
ALTERNANCE (H/F)**

description

Mission : Au sein d'une équipe de 5 personnes et sous la responsabilité du responsable du service vous assisterez les chargés de contrôle de gestion dans leurs missions, et contribuerez au contrôle de gestion et la gestion budgétaire du siège. Plus précisément vos êtes en charge de :

Assister les chargés de contrôle de gestion du siège ;

Contribuer à la préparation, élaboration et au suivi du budget du siège ;

Préparer le reporting financier et suivis budgétaires périodiques ;

Participer à l'analyse des écarts entre les prévisions, les résultats et le budget ;

Contrôler et modifier si nécessaires les affectations analytiques ;

Aider à l'automatisation et à la mensualisation du reporting financier ;

Participer au suivi financier des projets et budgets transversaux siège/terrain ;

Consolider les données financières pour les besoins de suivi ;

Participer en fonction des besoins aux activités du service ;

Participer aux arrêtés et clôtures des comptes ;

Apporter une aide sur la gestion des projets pilotés par le service ;

Suivre les achats du siège ;

Apporter un support aux départements pour les questions financières et budgétaires liées aux achats du siège ;

Représenter le service du Contrôle de Gestion et participer au groupe de suivi du Workflow ;

Assurer la communication financière ;

Répondre aux demandes d'informations financières des départements du siège ;

Mettre à jour les informations budgétaires et financières officielles, amélioration de la communication et des documents mis à disposition ;

Profil recherché :

Vous préparez une formation bac + 4/5 en gestion/finances en école de commerce ou université. Vous possédez de bonnes capacités d'analyse et de synthèse. A l'aise avec les chiffres vous êtes rigoureux et organisé(e). Autonome, vous savez faire preuve d'un bon relationnel. Excellente maîtrise du Pack Office, dont Excel indispensable. Une forte motivation pour le secteur humanitaire sera très appréciée. Anglais à l'écrit serait un plus.

Prise de poste : 02/01/2017

Statut : contrat en alternance de 12 mois renouvelable

Rythme de l'alternance : 3jours entreprise – 2jours formation / semaine ou 3 semaines entreprise / 1 semaine formation

Rémunération :

Pourcentage du SMIC en fonction de l'âge et du dernier diplôme obtenu. 21 jours RTT / an, titres restaurant à 8€ (prise en charge 60% par AcF), complémentaire santé (prise en charge 80% par AcF), remboursement 50 % transport en commun.

Conditions particulières : Station assise prolongée, expression orale, travail sur écran, contacts téléphoniques.

ACF est engagée dans une politique d'emploi en faveur des travailleurs handicapés.

Fonctions : Organisation, Administration

Activités : Economie, Finance, Administration

Pays : Europe, France

Contrat : Alternance

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2240/Un-Assistant-Contrle-de-Gestion-en-Alternance-HF/>

Date de fin de validité 25/11/2016



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : Un(e) chargé(e) de projet régional « Défense des étrangers menacés d'enfermement et d'expulsion » en région Ile de France

Description

Un(e) chargé(e) de projet régional « Défense des étrangers menacés d'enfermement et d'expulsion » en région Ile de France

CDD à terme imprécis (remplacement)

Poste à pourvoir à compter du 14 novembre 2016 – Terme minimum : 8 juin 2017

La Cimade est une association indépendante de solidarité avec les personnes étrangères et de défense de leurs droits. La région parisienne est constituée de plusieurs groupes pour l'accueil, l'information et l'accompagnement, notamment juridique des personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiées. Cette action s'articule et se renforce avec les activités de la Cimade dans les autres régions.

Missions :

Sous la responsabilité de la déléguée régionale, en collaboration étroite avec les chargés de projet régionaux et la responsable régionale de l'action en rétention, la personne recrutée aura pour missions :

La responsabilité des actions régionales pour la défense des personnes étrangères menacées d'expulsion ou enfermées ;

Définir et animer les actions régionales de la Cimade autour de cette thématique ;

Recruter, encadrer et soutenir les équipes bénévoles intervenant directement auprès de ce public ;

Développer un réseau de partenaires opérationnels ;

Assurer une veille juridique et une veille des pratiques des administrations et des juridictions ;

Élaborer et animer les actions juridiques et de plaidoyer pour faire avancer le droit des personnes

Assurer la communication et les relations avec les pouvoirs publics et les médias ;

Assurer le suivi du budget et la recherche de financement ;

Représenter la Cimade Ile de France auprès des pouvoirs publics et dans le cadre de collectifs inter-associatifs ;

La participation à la vie régionale de la Cimade Ile de France ;

Participer à la construction et à l'animation de formations des bénévoles ;

Élaborer et actualiser les différents outils et documents régionaux ;

Participer à la coordination des équipes bénévoles de la Cimade Ile de France ;

Participer aux différentes actions régionales ;

Participer à la rédaction du rapport annuel et au suivi du recueil statistique ;

Être en lien avec les instances régionales ;

La participation à la vie nationale de l'association

Contribuer au travail de mutualisation des pratiques et de plaidoyer de la Cimade, au sein de la commission nationale éloignement et en lien avec les autres régions de La Cimade, sur la défense des personnes étrangères menacées d'expulsion et/ou d'enfermement.

Compétences et qualités requises :

Solide formation juridique en droit des étrangers ;

Expérience confirmée dans la défense des personnes étrangères ;

Bonne connaissance du milieu associatif ;

Capacité à animer, former et encadrer des équipes bénévoles ;

Capacité de communication et de rédaction ;

Capacité d'écoute, de médiation, de négociation, aptitude à travailler en équipe ;

Esprit d'analyse et de synthèse, d'initiative et de rigueur ;

Anglais apprécié, bonne maîtrise des outils informatiques ;

Lieux de travail :

– Siège régional de la Cimade IDF : 46 boulevard des Batignolles, 75 017 Paris

– Déplacements réguliers sur les lieux de la Cimade en région Ile de France

Conditions de rémunération – salaire brut mensuel : 2346,08 euros (catégorie 3)

Titres restaurant/ Mutuelle/ Prévoyance

Candidatures (CV + LM) à adresser à recrutement@lacimade.org

LA CIMADE – 64, rue Clisson, 75013 PARIS

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Animation, Formation, Education, Droit

Pays : Europe, France

Contrat : CDD

Date de fin de validité 15/11/2016



 **Avis de recrutement**

**Poste : Développement économique
Coordinateur technique - Liban**

Description

Département : Programme

Position : Coordonnateur technique
au développement économique -
Liban

Durée du contrat : 18 mois
renouvelables

Lieu: Beyrouth, Liban

Date de début : janvier 2017

I. ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour soutenir les personnes dans le besoin urgent et de protéger la dignité des personnes, tout en co-crédant plus des possibilités à long terme pour une croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

efforts pour répondre aux crises humanitaires et renforcer la résilience ACTED; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, d'une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche d'ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers des possibilités de plus des moyens de subsistance reconstruction à long

terme et le développement durable.

Avec un budget de 164 millions d'euros en 2014, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 450 projets par an pour atteindre plus de 8 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et 4,300 personnel national.

Profil I. Pays

Bureau de la Capitale: Beyrouth

Les programmes en cours: 13 (2014)

Budget: 6 M euros (2014)

National Staff: 139 (2014)

En réponse à la crise, ACTED recrues.

III. profil du poste

Le coordonnateur du développement économique et technique est responsable de la fourniture de la coordination et de soutien ainsi que la planification stratégique et des conseils techniques sur les activités dans le domaine des moyens de subsistance et de développement économique local (DEL). Il / Elle joue un rôle de premier plan dans la fourniture d'intrants techniques à la LH / stratégie de DEL et le développement du projet au niveau local et national. De plus, il / elle prend en charge les équipes de projet dans la planification, la conception, la mise en œuvre, la supervision et le potentiel d'expansion / développement et l'administration des interventions techniques de LH / LED.

le profil de Développer contexte spécifique et pertinente LH / LED stratégie de programmation et de soutenir le financement de son déploiement dans durablement RAISE ACTED comme LH crédible acteur / LED au Liban

Pour coordonner les activités de LH / LED d'ACTED, fournir un appui technique aux projets de LH / LED, définir cohérentes LH / modalités de mise en œuvre LED, des outils et des méthodologies construire la LH capacité / LED du personnel

Devoirs et responsabilités :

Positionnement externe

Relations extérieures

Agir en tant que clé ACTED représentant LH / LED au Liban

Assurer la représentation externe de ACTED en LH secteur / LED, pays vis-à-vis et les autorités locales, les autres parties prenantes du projet, les donateurs et les partenaires

Participer et rapport (interne) sur LH / LED réunions techniques et sectorielles, des grappes et des groupes de travail impliquant toutes les parties prenantes telles que les donateurs, les ONG, les agences des Nations Unies, les institutions inter-gouvernementales

Assurer une coordination et une collaboration efficace avec les principaux intervenants et partenaires, à savoir les ONG, les organisations de la société civile, les groupes communautaires, et les homologues gouvernementaux qui travaillent sur LH / LED

Identifier les opportunités de collaborer et de coordonner les efforts avec d'autres organisations pour assurer nos activités se fondent sur - plutôt que de reproduire - le travail des autres.

Le développement de projets

Recueillir et analyser les données primaires et secondaires liés au secteur de la LH / LED au Liban;

Analyser les activités dans le secteur de la LH / LED et les parties

La suite à la page 18.



La suite de la page 17.

prenantes concernées

Identifier les besoins des populations les plus vulnérables par des visites régulières et revue de la littérature, et à travers la conception et la mise en œuvre des évaluations des besoins pertinents en étroite collaboration avec AMEU

LH plomb / ateliers de conceptualisation du projet LED

Fournir des apports techniques dans la conception de la proposition et assurer que les projets nouveaux ou adaptés pour le LH / focus du secteur LED sur la maximisation de l'efficacité, l'impact et des approches intégrées

Interne LH / LED Support technique et coordination

Coordination

Soutenir le développement et la maintenance d'une stratégie de LH cohérente / LED dans l'ensemble des zones d'ACTED d'intervention au Liban

Promouvoir l'harmonisation des approches et des méthodologies à travers les différents projets de LH / LED en développant et en surveiller l'utilisation d'outils communs, ainsi que la création de possibilités de partage et d'apprentissage expérience

Les gestionnaires de projet Brief environ LH principale / questions LED, et les mettre à jour sur une base régulière.

Organiser des réunions internes de LH / LED sur une base mensuelle.

Leadership technique

Définir LH/modalités LED du projet de mise en œuvre et de méthodologies

(y compris, mais sans s'y limiter à des spécifications techniques, l'identification et l'enregistrement des bénéficiaires, de la distribution et de sensibilisation)

Diriger l'élaboration de tous les outils techniques liés aux projets de LH / LED (TdR pour les consultants et les évaluateurs, les rapports ad hoc, des rapports de capitalisation ...);

Analyser la pertinence, l'adéquation et l'impact potentiel de toutes les interventions dans le secteur de la LH / LED en fonction des contextes et des besoins connus

Fournir un appui technique aux gestionnaires de projet et d'autres LH / personnel LED pour mettre en œuvre les LH ACTED projets / LED à un haut niveau de qualité;

Assurer la liaison avec LH / personnel technique LED sur une base régulière pour assurer une assistance technique est fournie à des projets en cas de besoin

Diffuser des outils, de la recherche, les meilleures pratiques et les enseignements tirés intérieurement et extérieurement par des publications, des réseaux, des groupes de travail, des événements et des conférences.

Le personnel de renforcement des capacités

Participer au recrutement et à la formation de LH / membres du personnel du secteur LED

En coordination avec les gestionnaires de projet d'identifier les besoins de formation individuels et d'assurer l'accès aux possibilités de formation et de perfectionnement professionnel approprié pour les lacunes et les besoins de compétences

Fournir une formation aux équipes des projets sur les activités ACTED et LH / LED meilleures pratiques

Développer du matériel de formation pour les différentes formations à partager au sein des équipes de projet LH / LED

Développer des programmes de renforcement des capacités des acteurs locaux (y compris les ONG partenaires et les fournisseurs de services locaux concernés) sur LH / LED

IV. Qualifications

Capacité de bien et ponctuellement travailler sous pression

Études dans un domaine pertinent.

2-3 ans d'expérience en gestion de projet.

Expérience dans la gestion d'une équipe culturellement et diversifiée à l'échelle nationale.

Solides compétences en informatique dans Microsoft Excel, Word, Outlook, etc.

L'expérience dans le traitement avec un partenaire local des ONG dans la mise en œuvre du projet apportant un soutien technique et faire preuve de leadership dans la réunion de coordination

Expérience de travail dans des contextes précaires

compétences Anglais courant requis langue arabe préféré.

V. Conditions

- Salaire défini par la grille des salaires ACTED; d'enseignement de niveau, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des bonus de salaire

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18.

- Allocation mensuelle de subsistance supplémentaires

- Hébergement et restauration en guest house / ou de logement allocation de l'organisation libre (en fonction de la durée du contrat et du pays)

- Les frais de transport couverts, y compris les billets de retour supplémentaire + allocation de bagages

- Ensemble de fourniture de soins médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + retraite

Ville : Beyrouth

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines,

Santé, Social

Pays : Moyen Orient, Liban

Contrat CDD

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyer, en anglais, votre lettre de motivation, CV et trois références à jobs@acted.org

Ref: EDTC/LEB/SA

Pour plus d'informations, visitez - nous au <http://www.acted.org>

Date de fin de validité 17/11/2016



Avis de recrutement

Poste : Unis-Cité – Service Civique – Programme « Booster »

Description

I-Présentation de l'association et du projet

Depuis 1995, Unis-Cité association pionnière et spécialisée dans le Service Civique, a déjà accompagné près de 15.000 jeunes, dans la diversité, sur des missions d'intérêt général : environnement, culture, éducation, entrepreneuriat social, lutte contre l'exclusion... Une expérience solidaire et humaine qui les marque à vie, qui nous marque aussi et qui nous pousse à innover et à aller encore plus loin. Nos 3 mots d'ordre : esprit d'équipe, professionnalisme et enthousiasme.

II- Présentation du programme et des missions:

Booster : un programme innovant qui permet de réaliser des missions citoyennes et solidaires.

Ce programme repose sur 5 axes

fondamentaux :

– La vie d'équipe :

Un groupe composé de majeurs et de jeunes mineurs en décrochage scolaire qui réalisent ensemble des actions concrètes au service des autres et de l'intérêt général.

– Les missions sur le terrain :

Ce sentiment d'utilité se construit notamment au travers des missions de terrain, en lien direct avec des publics bénéficiaires. (visite à des personnes âgées isolées, distributions alimentaires aux plus démunis, etc....)

– La dimension «créative » du programme Booster.

Un temps est accordé aux volontaires pour imaginer et créer une mission complémentaire (sur des thématiques sociales) aux missions terrain dans laquelle ils pourront développer leur idée dans une totale autonomie de décision et d'action.

– L'accompagnement Unis-Cité :

Chaque volontaire bénéficie d'un accompagnement individuel par un coordinateur salarié d'Unis-Cité pour prendre conscience des savoir-être et savoir-faire acquis tout au long de leur Service Civique. L'enjeu pour Unis-Cité est de redonner confiance au jeune en l'amenant au bout de son service civique.

Les jeunes mineurs bénéficient sur 2 jours par semaine, d'un programme de remise à niveau et d'un accompagnement spécifique dans un établissement scolaire .

Ville : Paris / Val d'Oise/ Seine Saint Denis

Expériences / Formation du candidat

Les volontaires sont âgés de 16 à 25 ans ont tous des parcours, des profils et des niveaux d'études variés, « du bac-5 au bac+5 ».

Qualité du candidat

. Curieux

. Motivé

La suite à la page 20.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19.

. Adaptabilité

Fonctions : Animation, Formation, Autre

Activités : Animation, Formation, Education, Autre, Social

Pays : Europe, France

Contrat **Volontariat** /
service civique

Durée du contrat

8 mois (Novembre 2016 à Juin 2017)

Salaire / Indemnité

o Une indemnité mensuelle d'environ 573€, une couverture sociale et une cotisation pour la retraite.

Nom de la personne contact

Solène Real, Coordinatrice Booster Argenteuil – Val D'Oise

Email de la personne contact :
sreal@uniscite.fr

Date de fin de validité :
08/11/2016



Avis de recrutement

Poste : UN CHARGÉ DE SUPPORT POUR UNE SOLUTION DE GMAO

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Informatique de Gestion, Informatique

Niveau(x): BAC+4, BAC+5

Expérience: 2 ans

Lieu: ABIDJAN MARCORY
ZONE 4

Date de publication: 18/10/2016

Date limite: 31/12/2016

**ASCENS SERVICES
R E C R U T E
UN CHARGÉ DE SUPPORT
POUR UNE SOLUTION DE
GMAO**

Description du poste

Sous la conduite du responsable des opérations GMAO, vous intervenez auprès des utilisateurs des filiales de nos clients pour les assister dans l'utilisation de notre applicatif MAXIMO. Vos principales attributions :

- Assister les utilisateurs dans le traitement des problèmes qu'ils rencontrent au cours de l'utilisation de leur applicatif.
- Par votre approche pédagogique, vous assurez un support de qualité, notamment en expliquant à vos interlocuteurs l'origine de leur problème, et la bonne pratique correspondante.
- Vous respectez les SLA fixés par le client, et en assurez le suivi avec votre responsable.

Profil du poste

- De formation supérieure Bac+4/5, vous justifiez d'au moins deux ans d'expérience professionnelle idéalement dans un poste similaire ou dans le métier de la GMAO. Une connaissance des processus ITIL est un plus.
- Vous avez des connaissances avancées sur les métiers de la GMAO. Des connaissances

de la logistique, du transport, des activités portuaires sont également appréciées.

- Vous évoluerez dans un contexte international : la maîtrise de l'anglais, écrite et orale, est indispensable.
- Doté(e) d'une bonne aisance relationnelle, vous disposez d'une faculté à analyser et diagnostiquer avec concentration, rapidité et rigueur, les problèmes complexes auxquels vous êtes confronté(e). Créatif et autonome dans l'action, vous alliez implication et ténacité.

Dossiers de candidature

Les candidats doivent adresser un CV avec photo, une lettre de motivation et leur prétention salariale, à l'adresse suivante : recrutement@ascens-services.com en précisant impérativement dans l'objet du mail la référence : MAX/CDS/2016/10



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

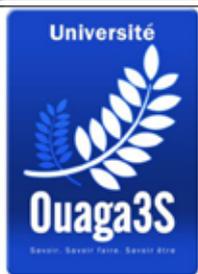
1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Sise à Ouaga 2000 face à l'immeuble de l'ARCEP

BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées :

- ✓ Statistique et Informatique Décisionnelle
- ✓ Yield Manager
- ✓ Génie Logistique et Transport
- ✓ Droit

(-) 50% sur les frais de scolarités pour les 30 premiers inscrits par filière*

Délai de réception des dossiers de préinscription : 05 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !

*sous réserve de conditions

Renseignements : Tel. : 72 91 14 54 / 65 52 36 36 / 25 50 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !
DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT
+226 65 52 36 36
/ Université OUAGA 3S/ Ouhadougou. Tel +226 72 91 14 54 / 25 60 52 00 / 25 60 54 00. www.univ-ouaga3s.org -uo3s@univ-ouaga3s.org
Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEP. du 27 septembre 2011

**Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !**

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Economiques et de Gestion

LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Economiques et de Gestion, Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Economiques et de Gestion



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

05 11 2016 AU 12 11 2016 Groupe 3

AVE MARIA	22625479888	NAAB RAGA	22625300627
BALKUY	22625375136	NAABA KOOM	22625357046
BARAKA	22625330272	NAGRIN	22625469048
BELLE VILLE	22670517186	NAZANI	22625366510
CATHEDRALE	22625312807	NINRWA	22625418038
CHARIS	22625479878	NOOM WENDE	22625503117
CONCORDE	22625312949	PISSY	22625431335
COURA	22625388390	POSTE	22625318424
DJIMBIA	22625362051	SACRE CŒUR	22625346060
ECOLE	22625315232	SAINT LAZARE	22625368648
FRATERNITE	22625364800	SAINTE VITALITE	22668918704
GALIAM	22625352844	SAVANE	22625311348
HOSANA	22625412648	TAOKO	22625366927
JEUNESSE	22625343504	TERANGA	22625360970
KAMIN	22625343028	WEND DENDA	22625310964
KILWIN	22625508462	YENNENGA	22625370337
LA SAINTE TRINITE	22625412646	ZONE1	22625481513/53
MARIAMA	22625300576		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national

Actualité générale et spécifique

Téléchargeable 7/7 jours; du lundi au dimanche.

Science - Université - Education - Politique - Société - Economie

- *L'actualité générale en continue des 45 provinces du Burkina*
- *L'actualité des Centres de recherche*
- *L'actualité des campus et universités*
- *L'actualité sur la santé et le bien être*
- *L'actualité au quotidien de chaque département ministériel*
- *L'actualité internationale*

Abonnement gratuit

Vous téléchargez le quotidien chaque jour sur le site du lundi au dimanche
www.sciences-campus.info

Abonnement VIP

Vous recevez le quotidien dans votre boîte e-mail du lundi au dimanche
12 000 FCFA/ an

VIP

Abonnez vous et obtenez le premium du lundi au Dimanche

A remplir et renvoyer au siège ou par e-mail

Nom:.....

E-mail:.....

Téléphone:.....

12 000 FCFA /an à payer par chèque, en espèces au siège, par Airtel Money ou sur le Compte ECOBANK n°0010-281732300602 SWIFT: ECOCBFBF

www.sciences-campus.info
Messagerie: ac@sc-mail.info / contact@sciences-campus.info
Tél: + 226 25 37 36 39/ 76 60 97 21 / 72 08 03 03
Adresse postale: 02BP 5805 Ouagadougou 02
Avenue des Tensoaba